



## Allégements fiscaux fédéraux - Rapport annuel

Année de rapport	de:	à:
N° du projet DEFR	-	
Nom et adresse complète de l'entreprise ou de l'établissement stable bénéficiaire de l'allégement fiscal fédéral	Raison sociale:	
	Adresse:	
	NPA / Localité:	
Personne de contact de l'entreprise bénéficiaire	Genre:	
	Titre:	
	Nom:	
	Prénom:	
	Tél.:	
	E-Mail pers. contact:	
	E-Mail suppléant:	
Organe de révision	Raison sociale:	
	Adresse:	
	NPA / Localité:	
Décision du DEFR du		
Durée de l'allégement fédéral selon la décision du DEFR	Début:	Fin:

## Places de travail

Nombre de places de travail	Nombre d'employés au 31.12. de l'année de rapport	
	Nombre de places de travail équivalent plein-temps (EPT) au 31.12. de l'année de rapport	
	Nombre de places de travail EPT au début de l'allégement fiscal fédéral (selon indications lors de la demande d'allégement)	
	Total nouvelles places de travail EPT créées au 31.12. de l'année de rapport (cumulées depuis le début de l'allégement fiscal fédéral)	



**Conditions** (selon décision du DEFR / État au 31.12. de l'année de rapport)

Conditions spécifiques	À atteindre au	Valeur retenue selon décision du DEFR	A (atteint) / P/A (pas atteint)
			A P/A
			A P/A
			A P/A
			A P/A

Écart significatif par rapport au projet initial pendant l'année de rapport  
(si oui, brève explication éventuellement au moyen d'annexes)

Oui Non

Remarques

Peuvent être requis, pour la plausibilité des données fournies, entre autre les contrats de travail des employés.

Confirmation de l'exactitude des informations par <u>l'entreprise</u> .	
Lieu et date:	Timbre et signature: [Non, Prénom]



**L'entreprise** remplit le formulaire sous forme électronique (peut être téléchargé sur le site [Internet du SECO](#)), transmet les données au SECO par le biais du bouton "transmettre", puis imprime, signe et transmet le formulaire par courrier postal au service cantonal compétent.

Les collaborateurs du secteur politique en faveur des PME se tiennent à votre disposition pour tout renseignement au **058 462 28 71** ou par courriel [tax-report@seco.admin.ch](mailto:tax-report@seco.admin.ch).

Selon l'art. 17 de l'ordonnance du 3 juin 2016 l'organe de révision atteste les informations relatives à l'évolution des emplois des entreprises soumises au régime du contrôle ordinaire prévu aux art. 727 ou 727a du code des obligations.

<u>L'organe de révision</u> atteste les informations relatives à l'évolution des emplois (une attestation séparée et signée est reconnue; dans ce cas, une copie de l'attestation est à joindre au formulaire).	
Lieu et date:	Timbre et signature: [Nom, prénom]



## # A remplir par le canton #

Plafond de l'allégement fiscal de la Confédération selon décision du DEFR	CHF
Calcul du solde de l'allégement fiscal de la Confédération	Année 1 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 2 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 3 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 4 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 5 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 6 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 7 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 8 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 9 de l'allégement fiscal: CHF
	Année 10 de l'allégement fiscal: CHF
<b>Solde:</b>	<b>CHF</b>

Le canton chargé de l'imposition confirme les données concernant le solde de l'allégement fiscal de la Confédération (une attestation séparée et signée est reconnue; dans ce cas, une copie de l'attestation est à joindre au formulaire).

Lieu et date:

Timbre et signature:

[Nom, prénom, service cantonal]

(Vaut comme demande de prolongation de l'allégement fiscal de la Confédération)

La 1 <sup>ère</sup> phase de l'allégement fédéral est-elle arrivée à terme dans l'année de rapport ?	Oui	Non
– Si oui, les conditions sont-elles remplies pour une prolongation de l'allégement fiscal de la Confédération ?	Oui	Non
– Le canton a-t-il déjà ou va-t-il accorder la prolongation de l'allégement cantonal ? (Si oui, veuillez annexer la copie de la décision ou de la confirmation)	Oui	Non
– Si non, le canton a-t-il déjà ou va-t-il révoquer rétroactivement l'allégement cantonal ? (Veuillez annexer la copie de la décision ou de la lettre à l'entreprise)	Oui	Non

Le canton dans lequel le projet est réalisé confirme la plausibilité des informations fournies par l'entreprise.

Lieu et date:

Timbre et signature:

[Nom, prénom, service cantonal]



**Le canton** envoie le formulaire complété en continu pendant l'année, mais au plus tard 12 mois après le bouclage des comptes de l'entreprise par poste à l'adresse suivante: Secrétariat d'état à l'économie SECO, politique PME, Holzikofenweg 36, 3003 Berne.

Annexe/s:      Oui      Non      Nombre de pages au total (celle-ci exclue):